



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

ÉCONOMIE ET AMÉNAGEMENT DES DOM-TOM

(Direction du Trésor, 1928-1985)

Répertoire numérique détaillé

établi par Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Départements d'Outre-mer.....	8
Sociétés immobilières.....	8
Sociétés d'aménagement et de coopération.....	9
Tourisme.....	11
Domaine maritime, transport, pêche, ports.....	12
Cyclones et calamités agricoles.....	13
La Communauté Économique Européenne (CEE) et les DOM.....	13
Secteur bancaire.....	14
Aides au développement.....	15
Investissements.....	17
Avances du Trésor.....	17
Territoires d'Outre-Mer (TOM).....	17
Sociétés immobilières et de crédit.....	17
Aides au développement.....	18
Réglementation.....	19
Investissements.....	19

Référence

B-0083373/1- B-0083408/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Économie et aménagement des Dom-Tom

Dates extrêmes

1928-1985

Noms des principaux producteurs

Direction du Trésor, bureau E4 (départements et territoires d'Outre-mer)

Importance matérielle

36 boîtes soit 4,36 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 24 avril 1986 portant la référence PH 060/86.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à

caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

La DGTPE devient, le 13 mars 2010, la direction générale du Trésor (DG Trésor) (décret n° 2010-291). La simplification du nom, marque pour cette direction l'aboutissement de plusieurs réorganisations internes liées notamment à la modification profonde des modes d'intervention de l'État dans l'économie : réduction de la taille du secteur public économique (privatisations), transferts de compétences au niveau européen (politique commerciale, réglementation bancaire et financière, politique monétaire et de change), transfert des compétences de contrôle à des autorités administratives indépendantes (Autorité de contrôle prudentiel, Autorité des marchés financiers, etc.), délégation de la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques à des agences de l'État (Ubifrance, agence française de développement, etc.).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Les archives qui constituent ce versement concernent la gestion financière et monétaire des départements et territoires d'Outre-mer, ainsi que le financement de leur aménagement. On y trouve des dossiers sur l'organisation bancaire et les activités des établissements de crédit, l'organisation administrative et politique des départements d'Outre-mer, l'aménagement et l'équipement des territoires (notamment par les investissements du Fonds de développement économique et social), le suivi des sociétés d'aide technique et de coopération (en particulier la SATEC) et des sociétés immobilières

Les départements d'Outre-mer (DOM) étaient des collectivités territoriales intégrées à la République française au même titre que les départements ou régions de la France métropolitaine. Les territoires d'Outre-mer (TOM) étaient quant à eux un type de collectivité française d'outre-mer créé en 1946 avec l'Union française. En 1958, la plupart des territoires d'Outre-mer deviennent des États membres de la Communauté française avant de devenir indépendants au moment de la décolonisation de l'Afrique. Le statut de territoire d'Outre-mer perdure toutefois jusqu'en 2003 où les TOM restants deviennent des collectivités d'Outre-mer. La révision constitutionnelle du 28 mars 2003 abolit la notion de territoire d'Outre-mer et crée deux catégories juridiques pour la France d'outre-mer, en plus du statut spécifique de la Nouvelle-Calédonie : les départements et régions d'Outre-mer (DROM), régis par l'article 73 de la Constitution qui prévoit que « les lois et règlements [y] sont applicables de plein droit » mais que des adaptations sont possibles en raison des « caractéristiques et contraintes particulières » de ces territoires ; les collectivités d'Outre-mer (COM), régies par l'article 74 de la Constitution qui prévoit que le statut de chaque COM est fixé par une loi organique qui prévoit notamment « les conditions dans lesquelles les lois et règlements y sont applicables ».

Sources complémentaires

B-0019078 – B-0019135 : économie dans les DOM-TOM (1958-1976).

B-0033532 - B-0033536 : TOM, relations financières et plans de développement économique et social (1944-1955).

B-0067649 – B-0067675 : économie dans les DOM-TOM (1954-1979).

B-0081790 – B-0081819 : affaires monétaires et financières dans les DOM-TOM (1929-1987).

Indexation

Monnaie

Établissement de crédit

Aide au développement

Aménagement du territoire

Immobilier

B-0083373/1 - B-0083399/1

Départements d'Outre-mer.

1928-1985

B-0083373/1 – B-0083376/2

Sociétés immobilières.

1951-1983

B-0083373/1 – B-0083374/1

Société immobilière de Kourou (SIMKO).

1965-1978

B-0083373/1

Création, répartition du capital, approbation des statuts, conseil d'administration, nomination du directeur général : statuts, notes des commissaires aux comptes, textes, correspondance entre le ministre des finances et le ministre chargé des DOM-TOM (1966-1978) ; opérations immobilières de la SIMKO, constitution d'une société anonyme pour le développement de la ville de Kourou, financement, centre d'études spatiales : notes, correspondance, tableaux (1966-1968) ; centre de formation professionnelle à Kourou : présentation, notes (1968) ; construction de logements à Kourou, programme « diamant » : notes, tableaux d'amortissements, correspondance (1968) ; opération de résorption du bidonville de Kourou, détermination du champ d'action de la SIMKO : notes, tableaux (1968) ; ville de Kourou, zone d'extension à 12 000 habitants, construction du réseau de télécommunications par le génie civil : notes, plan de financement (1969) ; cession par la Société Immobilière de la Martinique et de la Guyane (SIMAG) à la SIMKO de ses biens immobiliers à Kourou : projet de cession, notes, convention (1969-1970) ; hôpital de Kourou, construction, extension du centre médico-chirurgical du centre spatial guyanais : subvention d'études d'avant-projet de l'hôpital, procès-verbaux et comptes rendus de réunions, convention entre la ville de Kourou et la SIMKO relative à la construction d'un hôpital de 96 lits, notes (1968-1971) ; réorganisation des structures et avenir de la société SIMKO, désendettement, augmentation du capital par le Centre national d'Études Spatiales qui devient l'actionnaire principal : procès-verbaux et comptes rendus de conseils d'administration, rapports, tableaux, correspondance (1973-1975)

1966-1978

B-0083374/1

Contrôle de la société d'économie mixte : procès-verbaux et comptes rendus de réunions, correspondance (1965-1977) ; situation des loyers impayés à la SIMKO rapports, notes, correspondance (1971). Financement des dépassements de crédit sur les opérations de construction réalisées par la SIMKO à Kourou : note du ministre de l'économie au directeur général de la SIMKO, notes (1973-1974) ; cessions des 121 logements économiques au ministère de la défense par la SIMKO : rapport à l'assemblée générale extraordinaire de la SIMKO, procès-verbaux de réunions, notes, correspondance (1975).

1965-1977

B-0083375/1

Société Immobilière de la Réunion (SIDR). - Statuts, nomination du directeur général, nomination du représentant du ministre des finances et des affaires économiques : projet d'arrêté, arrêtés, notes ; comptes rendus du conseil

d'administration, correspondance (1951-1972); capital social, augmentation du capital : notes, résolutions du conseil de surveillance de la Caisse Centrale de Coopération Économique siégeant pour les départements et territoires d'Outre-mer, correspondance (1961-1969); contrôle économique et financier de l'État, modification des statuts : notes, correspondance (1968-1972). Création d'une Société HLM à la Réunion, rapports de cette entité avec la SIDR : notes, correspondance (1970-1977); assurances incendie-explosions et décennales, souscriptions et négociations de la SIDR avec les professionnels du secteur pour l'aménagement des conditions de contrats visant à protéger le patrimoine immobilier : notes, correspondance (1977-1978).

1951-1978

B-0083376/1

Société Immobilière de Guyane (SIGUY). - Partition de la Société Immobilière Martinique Guyane (SIMAG) pour donner naissance à la SIGUY, statuts, modification des structures de la SIMAG : notes de la Caisse Centrale de Coopération Économique (CCCE), compte rendu de la réunion du 5 octobre 1971 au Secrétariat des départements d'Outre-mer, décisions d'octroi de prêts de la CCCE à la SIGUY, nouveaux statuts (1971-1975); intervention de la SIGUY comme société d'équipement pour la réalisation du plan d'action du gouvernement dans le département de Guyane : notes, projet de convention d'assistance générale, correspondance (1977); augmentation des loyers de la banlieue sud de Cayenne, problèmes d'impayés, application de la convention : lettres de la SIGUY au ministre du budget, notes, correspondance (1978-1979); extension de compétences de la Société Immobilière de Guyane, nominations : notes, procès-verbaux du conseil d'administration (1980-1983).

1971-1983

B-0083376/2

Société immobilière de Mayotte (SIM). - Logements de fonctionnaires, construction de cent logements locatifs à Mamutzu, financement : programme conception-construction, ordonnance relative à la prise de possession de biens immobiliers sis à Mayotte en vue de l'implantation de services publics, dossier technique, notes, tableaux, correspondance (1977-1981); habitat social à Mayotte, présentation, définition de la politique générale, historique : notes, correspondance (1978-1982); fonctionnement et structure de la SIM, direction, comptabilité, activité : notes, comptes rendus de réunions, correspondance (1978-1981).

1977-1982

B-0083377/1 – B-0083381/2

Sociétés d'aménagement et de coopération.

1957-1982

B-0083377/1

Société d'Aide Technique et de Coopération (SATEC). - Conseil d'administration, composition, désignation, compétences : projets de décret portant nomination d'un membre du conseil d'administration de la SATEC, procès-verbaux de réunions du conseil d'administration, notes, correspondance; statuts : textes (1958-1985); contrôle de la SATEC par les commissaires aux comptes, examen des bilans : nominations de commissaires aux comptes, comptes rendus de réunions du comité financier, notes, correspondance (1957-1969); accord d'entreprise entre M. Francis

Bour directeur général de la SATEC et les syndicats : textes (1970) ; règlement du personnel : textes, notes (1971) ; affectation et utilisation des produits de l'émission versés par l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer à la SATEC : notes, tableaux, correspondance (1971-1980) ; problématique et perspectives pour la SATEC : comptes rendus de groupes de travail, rapport, notes, tableaux, correspondance (1973-1974) ; problèmes de fiscalité : notifications de redressements, notes sur le régime de la SATEC au regard des impôts directs et de la TVA (1975-1977) ; aides de la SATEC au développement de l'agriculture de Guyane, prêts, aide technique, création d'un fonds de garantie : protocoles, conventions, tableaux, notes, correspondance (1972-1978).

1957-1978

B-0083378/1

Société d'Études du Département de la Réunion devenue en 1970 Société d'Équipement du département de la Réunion (SEDRE). - Création, rédaction des statuts, : textes, projets de décrets et d'arrêtés, statuts, notes, compte rendu de l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 1970 qui entérine la nouvelle dénomination sociale de la société (1967-1970) ; intervention de la SEDRE dans la réalisation de l'hôpital Saint-Pierre à Saint-Denis de la Réunion : rapports, notes, correspondance (1974-1976) ; comptes rendus des assemblées générales extraordinaires et ordinaires de la SEDRE (1980-1982) ; Rapport de l'inspecteur général Degenne sur la société (1981).

1967-1982

B-0083378/2

Société d'Équipement touristique à la Réunion (SETRE). - Création, statuts : rapport, notes.

1967

B-0083379/1 – B-0083380/1

Société d'Équipement de la Guadeloupe (SODEG).

1961-1980

B-0083379/1

Société d'Équipement de la Guadeloupe (SODEG). - Aménagement du quartier de l'assainissement à Pointe-à-Pitre et mise en valeur de Marie-Galante : études, rapport sur le développement agricole à Marie-Galante, schéma de financement, notes, correspondance entre le ministre d'État et la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (SCET) (1960-1962) ; démarrage de la nouvelle usine de traitement de la canne à sucre « Robert » à Marie-Galante (1961-1968). Participation de l'État au financement du centre sucrier de Marie-Galante : notes pour le conseil de surveillance de la CCCE et le comité directeur du Fonds d'Investissement des Départements d'Outre-mer (FIDOM) ; restauration de « Château-Murat » à Marie-Galante : dossier technique, photographies, notes (1966-1967) ; projet de création de la Société d'Études Techniques de la Guadeloupe (SETEG) et de la Société d'Études Foncières de la Guadeloupe (SEFOG), filiales de la SODEG : notes, compte rendu de la réunion du 6 mai 1974. Rémunération des sociétés d'économie mixte intervenant dans les départements d'Outre-mer dans le cadre des concessions d'aménagement et des conventions de mandat : rapport, notes (1978-1980).

1961-1980

B-0083380/1

Rénovation du quartier de l'assainissement et de la Gabarre à Pointe-à-Pitre : procès-verbal du comité restreint du FIDOM du 10 mars 1961, dossier de synthèse, notes (1961-1965) ; opération d'urbanisation de Morne Grand camp à Morne-Loret, financement et achat des terrains : plan de financement, notes, tableaux (1965) ; problèmes du taux de rémunération de la SODEG dans l'opération de rénovation : note du président du conseil général de Guadeloupe au ministre chargé des départements d'Outre-mer, fiche n° 17 du compte rendu du conseil d'administration de la SODEG en date du 26 juin 1967, notes (1967-1968) ; installation de la caisse de sécurité sociale dans le centre administratif de Pointe-à-Pitre : procès-verbaux de réunion, projet de vente de terrain à la caisse de sécurité sociale, tableaux, correspondance (1969-1970) ; rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre, crédits et prêts alloués à la SODEG par la Caisse des dépôts et consignations : note du ministre de l'équipement au ministre des de l'économie et des finances (1975).

1961-1975

B-0083381/1

Société d'Équipement Touristique de la Martinique (SETMA). - Création, répartition du capital social, composition du conseil d'administration, activité : projet d'arrêté, notes, tableaux (1966-1971) ; transformation de la SETMA, avec extension de compétences, en Société d'Équipement de la Martinique (SODEM) filiale de la SCET Coopération : compte rendu du comité restreint du FIDOM du 29 octobre 1971, notes (1971) ; relations entre la SODEM et la Société anonyme HLM de la Martinique : notes, correspondance (1971-1972) ; augmentation du capital de la SODEM : échanges de lettres entre le ministre des finances et le secrétaire d'État en charge des départements d'Outre-mer, notes, tableaux (1977) ; versements à la SODEM de subventions en provenance des produits de l'émission : notes pour le ministre, note au directeur général de la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire Coopération International (1981-1982).

1966-1982

B-0083381/2

Société d'Aide Technique, de formation et d'Études en Martinique (SAFEM). - Participation de la Caisse centrale au capital de la société : proposition de résolution du Conseil de surveillance de la Caisse centrale autorisant cette dernière à débloquer 500 000 francs au profit de la SAFEM (1975) ; participation de la SODEMA au capital de la SAFEM pour une valeur de 40 000 francs (1975-1977). Vérification des comptes de la SCET Coopération : rapports de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques pour les années 1967 à 1969, notes (1971).

1971-1975

B-0083382/1

Tourisme. - Projet hôtelier de la Société Hôtelière de la Baie du Marigot (SHBM) à Saint-Martin : demande de prêt, note du secrétaire général de la mission interministérielle pour le développement du tourisme dans les DOM-TOM, correspondance (1966-1972). Création d'un golf dans l'île de Saint-Martin : arrêté, notes, correspondance (1968-1973). Procédure de mise en vente des immeubles de la SHBM : notes de la direction de la comptabilité publique (1974). Prime d'emploi et d'allégement des charges sociales et fiscales : textes (1975). Investissements étrangers

directs à Saint-Barthélemy : notes, correspondance (1975). Réescompte à moyen terme de la société « Saint-Barth-Beach Hôtel » : dossier édité en réunion du conseil de surveillance de l'Institut d'émission d'Outre-mer, notes, correspondance (1974-1975) ; SARL « Hôtel La Résidence » à Saint-Barthélemy, prime d'emploi : demande d'agrément, rapport à la commission centrale d'agrément (1978). Tables rondes sur le tourisme en Guadeloupe du 24 au 26 septembre 1984 : rapport, procès-verbal. Prime spéciale d'équipement hôtelier dans les DOM : ampliements des décisions prises par le FDES, notes, décisions du ministère de l'économie, tableaux correspondance (1967-1981). Situation de l'hôtellerie aux Antilles : compte rendu de la réunion d'octobre 1981 au secrétariat d'État chargé des DOM, notes préparatoires, comptes rendus des réunions des 5, 6 et 18 novembre 1981 (1981). Crise de l'activité touristique aux Antilles : compte rendu de la réunion du 3 septembre 1984 tenue au secrétariat d'État chargé des DOM-TOM (1984). Tourisme en Martinique : programme et agenda des tables rondes des 19, 20 et 21 septembre 1984 organisées par le Conseil régional de la Martinique. (1984).

1966-1984

B-0083383/1 - B-0083384/1

Domaine maritime, transport, pêche, ports.

1970-1981

B-0083383/1

Transports maritimes. - Augmentation du fret sur les liaisons maritimes, tarifs des dessertes maritimes : note du ministre en charge des DOM-TOM au ministre de l'économie, compte rendu de la réunion interministérielle tenue le 11 mai 1977 par le Secrétariat général du gouvernement.

1972-1977

B-0083383/2

Pêcheries Internationales de Guyane Française, spécialisées dans la pêche à la crevette (PIDEG). - Désengagement du groupe américain Borden dans le capital de la PIDEG, réorganisation, constitution d'une flotte crevettière : rapports notes, tableaux, correspondance (1970-1975) ; reprise de la PIDEG par un groupe français, vellités de participation d'un groupe américain : notes, déclaration préalable concernant la prise d'une participation par la société américaine SAHLMAN-SEAFOODS, correspondance (1975-1978). Aquaculture en Guyane, élevage de la crevette d'eau douce : rapport intitulé « résultats du test de grossissement 1980, identification des actions pour conduire le développement » (1980).

1970-1980

B-0083383/3

Installations portuaires à la Réunion. - Port de la pointe des galets : historique, notes, études de l'extension portuaire, avant-projet (1980) ; projet de création d'un nouveau port dans la baie de la Possession : notice technique, plans, notes, compte rendu de réunion à Matignon le 29 octobre 1980 ; financement du nouveau port : notes, relevé de décisions du comité restreint du secrétariat général du gouvernement en date du 20 décembre 1980, préparation de la réunion du 12 février 1981 au ministère des transports avec des représentants de la direction du Trésor, correspondance (1980-1981).

1980-1981

B-0083383/4

Liaisons aériennes dans les DOM TOM : notes, rapports correspondance.

1976-1978

B-0083384/1

Centrales thermiques alimentées par la bagasse (sous produit de la production sucrière de la canne à sucre à la Réunion). - Utilisation de la bagasse pour la production d'énergie électrique à la Réunion, investissement dans l'économie sucrière de la Réunion : projet de création d'une centrale thermique : notes, comptes rendus de réunions, tableaux, correspondance (1980) ; Sucrière du Nord-Est, projet de centrale de 24 Mégawatts pour l'utilisation de la biomasse : projet, note de présentation, compte rendu de réunion (1980). Industrie sucrière de Bourbon, demande d'aide à la Communauté Économique Européenne (CEE) pour un projet d'énergie de substitution : rapport, appel d'offres CEE, notes, tableaux, correspondance (1980).

1980

B-0083385/1 - B-0083385/2

Cyclones et calamités agricoles dans les DOM.

1963-1981

B-0083385/1

Calamités agricoles : projet de décret fixant les conditions d'application de l'article 676 du code rural au profit des victimes, notes sur le prêt du Crédit agricole aux planteurs des Antilles victimes de calamités agricoles (1963-1965) ; textes, projets de loi, projets de décrets, notes, tableaux correspondance (1971-1981).

1963-1981

B-0083385/2

Cyclones. - Cyclone « Dorothy », fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités, subventions, réescompte à moyen-terme : lettres du préfet de la Martinique au ministre de l'économie, tableaux de subventions, notes, correspondance (1970-1971) ; cyclone « David » (Guadeloupe les 20 et 29 août 1979) et Frédéric (Martinique 2 et 3 septembre 1979), constat, estimations, indemnités : rapports de la mission interministérielle aux Antilles du 6 au 10 septembre 1979, rapport sur l'estimation des pertes sur la banane, proposition de la Commission des communautés européennes pour la reconstitution des zones agricoles des DOM endommagées, tableaux, télégrammes (1979-1980) ; cyclone « Hyacinthe » sur l'île de la Réunion (15 au 27 janvier 1980), déroulement des événements, plan Orsec, secours, rôle des services extérieurs du Trésor : rapports de la mission interministérielle, notes de la Direction du Trésor sur la réparation des dommages et sur l'avance du Crédit agricole de l'indemnisation aux sinistrés, télégrammes, correspondance (1979-1980) ; cyclone « Allen » (Guadeloupe et Martinique les 3 et 4 août 1980) : compte rendu de la réunion interministérielle du 11 mars 1981 sur la situation des agriculteurs dans les DOM, rapport de mission sur les conséquences du passage du cyclone sur les Antilles françaises, notes sur l'indemnisation des sinistrés (1980-1981).

1970-1981

B-0083386/1

La Communauté Économique Européenne (CEE) et les DOM. - Intégration dans la CEE, application du traité de Rome : textes, règlement n° 129 du 23 octobre 1962,

projet de loi, statistiques du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER), conventions de financement entre la République française et la CEE, télégrammes (1962-1974) ; aides à la fiscalité régionale, principes de coordination de la Commission européenne : notes, correspondance, documentation (1979) ; contrôles du FEDER sur l'utilisation des fonds européens dans les DOM : comptes rendus de réunions, notes, correspondance (1979-1980).

1962-1980

B-0083387/1 - B-0083391/2

Secteur bancaire.

1947-1980

B-0083387/1

Guadeloupe. - Banque de la Guadeloupe : procès-verbaux du comité des DOM, notes du comité monétaire de la zone franc, notes de la direction du Trésor, correspondance (1939-1973) ; Caisse de crédit à moyen terme de la Guadeloupe, création : note de la commission de contrôle des banques, demande d'enregistrement comme établissement financier (1955-1957) ; Crédit guadeloupéen : notes, rapport (1955-1974) ; réseau bancaire : notes, correspondance (1961).

1939-1974

B-0083387/2

Crédit corporatif et mutuel dans les DOM : notes, rapports, tableaux, correspondance.

1968-1977

B-0083387/3

Martinique. - Caisse de crédit à moyen terme de la Martinique : rapports et résolutions de l'assemblée générale ordinaire, cote de réescompte, notes, tableau (1947-1963). Banque de la Martinique : demande d'inscription sur la liste des banques françaises, procès-verbal de la réunion du 5 novembre 1957 du comité monétaire de la zone franc, notes (1957-1962). Établissement coopératif de crédit : notes de la commission de contrôle des banques, fiche technique du comité monétaire de la zone franc (1955-1957) . Crédit ouvrier à Fort-de-France : notes de la direction du Trésor, notes de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (CNCM) (1964) ; distinction à l'Ordre national du Mérite de M. Léo Gaspard, sous-directeur de la succursale martiniquaise de la Banque des Antilles françaises : note de la Direction du Personnel et des Services Généraux (DPSG), note de l'Institut d'Émission des DOM (1975).

1947-1975

B-0083387/4

Réunion. - Installation d'une banque pakistanaise : notes du cabinet du ministre de l'Économie, notes de la direction du Trésor (1967-1977) ; Banque de la Réunion et Société Bourbonnaise de Crédit Réunies : notes, fiches techniques du comité monétaire de la zone franc, procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires du 17 mai 1973 (1950-1973).

1950-1977

B-0083388/1

Retrait de la circulation des anciennes monnaies métropolitaines dans les DOM. - Guyane : notes de la direction du Trésor, bordereaux du Trésor public, notes, correspondance (1949-1962) ; Réunion: notes de la direction du Trésor, bordereaux

du Trésor public, notes, correspondance (1950-1963) ; Martinique : notes de la direction du Trésor, bordereaux du Trésor public, notes, correspondance (1950-1960) ; Guadeloupe : notes de la direction du Trésor, bordereaux du Trésor public, notes, correspondance (1952-1971) ; rapatriement et destruction de pièces métalliques dans les DOM : notes de la direction du Trésor, bordereaux du Trésor public, notes de l'Institut d'émission des DOM, correspondance (1962-1976).

1949-1976

B-0083389/1

Crédit maritime dans les DOM . - Création d'une caisse régionale de crédit maritime mutuel en Martinique, participation des collectivités locales au capital de la caisse : notes, correspondance (1966-1968) ; problèmes soulevés par la création : compte rendu de la réunion du 6 juillet 1968 au ministère des finances, note d'étude ; mise en place : comptes rendus de réunions, notes, correspondance, télex (1969-1972). Crédit bail dans les DOM, comptabilité de financement par crédit-bail avec le régime des aides à l'investissement propres aux DOM : rapports, notes, correspondance (1973-1974).

1969-1974

B-0083390/1

Caisse Centrale de Coopération Économique (CCCE). - Dotation annuelle à la CCCE pour les années 1962 à 1979, répartition par objet des concours : rapports à la commission centrale d'agrément, notes, états, situation des engagements de la Caisse centrale dans les DOM-TOM, télégrammes, correspondance (1961-1979) ; prêts de la CCCE en faveur de sociétés immobilières des DOM : garanties des prêts, relevé des prélèvements effectués par la CCCE, procès-verbal de la réunion du 30 décembre 1965 du conseil de surveillance de la CCCE (1965-1979).

1961-1979

B-0083391/1

Organisation bancaire. - Financement des investissements dans les DOM, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) : rapports, engagements pour les années 1972 et 1973, notes, tableaux, échéanciers, correspondance (1961-1973). Caisse d'Aide à l'Équipement des collectivités locales (CAECL) : engagement en 1972 et 1973, emprunt en 1977, notes, échéanciers, tableaux, correspondance, télégrammes (1967-1973).

1961-1973

B-0083391/2

Banques populaires.- Implantation aux Antilles (Guadeloupe et Martinique), travaux préparatoires : rapport, notes de la direction du Trésor, tableaux, statistiques (1975-1980) ; Banque populaire à la Réunion , projet d'implantation, travaux préparatoires : correspondance entre le Premier ministre et le ministre de l'Économie, notes de la direction du Trésor (1979-1980).

1975-1980

B-0083392/1 - B-0083397/1

Aides au développement.

1946-1984

B-0083392/1

Avantages fiscaux et financiers dans les DOM.- Industrialisation : propositions de modification des barèmes en vigueur en matière de fixation des taux de primes

d'équipement (1965-1968), application des dispositions de l'article 238 bis E du code général des impôts, rapport de l'inspecteur général Debay « Implantation d'industries nouvelles aux Antilles » (1972), notes de la commission d'industrialisation des Antilles, notes de la direction du Trésor, rapport sur l'incitation financière dans les DOM.

1975-1980

B-0083393/1 – B-0080394/1

Prime d'équipement dans les départements d'Outre-mer de Guyane, Guadeloupe, Martinique et de la Réunion.

1961-1984

B-0083393/1

État récapitulatifs des primes d'équipements, primes d'engagement, situation par année (1964-1983), décisions ministérielles portant octroi de prime d'équipement (1968-1984).

1964-1984

B-0083394/1

Notes sur les avantages financiers et fiscaux accordés aux entreprises à caractère industriel ou commercial installés ou s'installant dans les départements d'Outre-mer, notes de la direction du Trésor, notes de la CCCE, notes d'octrois de primes d'équipement signées par le ministre de l'Économie, correspondance, préparation des textes.

1961-1984

B-0083395/1

Prime d'emploi dans les DOM, incitation dans les industries agricoles : principes, états, décisions, notes, correspondance.

1965-1984

B-0083396/1

Fonds d'Investissement pour le Développement Économique (FIDES). - Comité directeur du FIDES, composition, représentation parlementaire : textes, notes de la direction du Trésor, correspondance (1946-1964) ; réforme de la loi n° 46-860 portant création du FIDES : textes, projet de loi n° 3977, amendements tendant à modifier la loi, notes sur l'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement (1946-1954) ; projet de loi-programme pour les territoires d'Outre-mer : projet de l'Assemblée nationale, préparation des textes, notes, correspondance (1958-1965).

1946-1965

B-0083397/1

Fonds d'Investissement des départements d'Outre-mer (FIDOM). - Création du FIDOM : projet de loi n° 4167 de l'Assemblée nationale (13 mai 1948), textes, notes de la direction du Trésor, correspondance (1948-1950) ; exécution des opérations du FIDOM, procédures : instructions sur la comptabilité et le règlement des opérations se rapportant à l'exécution des plans d'équipement et de développement économique, correspondance (1950-1960) ; organisation et fonctionnement : procès-verbaux de la commission centrale du plan des départements d'Outre-mer, répartition des crédits, notes, correspondance (1959-1980) ; questions comptables et statistiques : notes de la CCCE, notes de la direction de la comptabilité publique, correspondance (1964-1980) ; consolidation des dettes des collectivités des DOM envers la CCCE :

avenants, consolidations, notes, études générales, rapports (1955-1957) ; réforme du FIDOM : projet de décret du 8 mars 1979 relatif à l'organisation et à la gestion du FIDOM, notes du ministère de l'intérieur au ministre du budget, compte rendu de la réunion interministérielle du 1^{er} juin 1979 sur le projet de décret relatif au FIDOM (1979).

1948-1979

B-0083398/1

Investissements privés dans les DOM, réorganisation des services de la caisse centrale : textes, notes, correspondance du Trésorier-Payeur Général avec la direction du Trésor, projet de constitution d'un fonds d'intervention pour le développement des investissements privés dans les DOM-TOM (1928-1975) ; fiscalité, aménagement pour favoriser l'investissement : textes, instructions, tableaux, correspondance (1949-1967) ; financement des investissements routiers : examen de la note n° 25-65 de M. Barbe, inspecteur des finances, sur les investissements routiers effectués à la Guadeloupe et à la Martinique, dossier sur les emprunts pour le financement des infrastructures routières, notes, correspondance (1965-1966) ; brochures sur les investissements dans les DOM (1972-1979).

1928-1979

B-0083399/1

Avances du Trésor : mesures conservatoires en vue d'assurer l'amortissement, notes de l'Inspection des finances sur les budgets coloniaux, textes, documentation concernant le déficit budgétaire de 1945 (1945-1953) ; situation des avances de trésorerie et des avances consolidées consenties aux collectivités des départements d'Outre-mer et des prêts de la Caisse des dépôts et consignations : notes, projets de lettre au Trésorier-Payeur Général de la Guadeloupe, tableaux, correspondance (1963-1966). Nationalisation de l'électricité dans les DOM-TOM : compte rendu du comité interministériel consacré aux DOM (1972), textes, statuts des personnels, relevés de décisions, correspondance (1972-1976) ; électricité dans les DOM, bilan, perspectives, répercussion du droit d'octroi de mer : comptes rendus de réunions, notes, correspondance (1981-1985).

1945-1985

B-0083400/1 – B-0083408/1

Territoires d'Outre-Mer (TOM).

1937-1984

B-0083400/1 – B-0083403/1

Sociétés immobilières et de crédit.

1950-1984

B-0083400/1

Crédit de la Nouvelle-Calédonie (CNC). - Statuts, avances de la CCCE à la CNC : textes, tableaux, notes, correspondance (1955-1963). Société Immobilière et de Crédit de la Nouvelle-Calédonie (SICNC), ex Crédit de la Nouvelle-Calédonie, avances accordées par la CCCE, règlement intérieur, règles d'attribution des prêts : textes, notes, tableaux, correspondance (1964-1969).

1955-1964

B-0083401/1

Société Immobilière et de Crédit de la Nouvelle-Calédonie (SICNC). - Évolution des statuts, conseil d'administration : note sur la nomination d'un nouveau directeur de la

SINC, notes sur la modification des statuts, notes sur la nomination de commissaires aux comptes, procès-verbaux du conseil d'administration (1967-1979) ; financement des opérations annuelles, construction de cités et de lotissements : notes, tableaux, échéanciers, correspondance (1967-1979).

1967-1979

B-0083402/1

Société de Crédit et de Développement de l'Océanie (SOCREDO). - Statut, conventions, élaboration du règlement intérieur : textes, annexes, notes, extrait du Journal officiel (1958-1963) ; activités : rapport, notes (1965) ; modification des statuts et du règlement intérieur : notes du bureau D4 de la direction du Trésor, notes de la SOCREDO, tableaux, correspondance (1965-1979) ; situation du parc informatique : note, tableau (1978) ; rapports de fin d'exercice de l'année 1976 et de l'année 1977 : fiches de synthèse (1978-1980) ; rapport sur les comptes et la gestion de la SOCREDO, exercices 1959-1980 (1981).

1958-1981

B-0083403/1

Saint-Pierre-et-Miquelon. - Société Coopérative Immobilière de Saint-Pierre-et-Miquelon (SCISPM), financement des opérations de crédits à l'habitat et à l'hôtellerie : avances du conseil de surveillance de la CCFOM siégeant pour les TOM à la SCISPM, procès-verbaux de réunions, rapports, notes, tableaux, correspondance (1950-1982). Statuts de Saint-Pierre-et-Miquelon, élaboration des textes, réglementation : textes, notes, décrets, presse, correspondance (1976-1984).

1950-1984

B-0083404/1 – B-0083406 /1

Aides au développement.

1963-1980

B-0083404/1

Mise en place des prêts sur ressources du FDES dans les TOM - Mayotte, besoin de financements, intervention des organismes publics de crédit, distribution de crédits : notes de la direction du Trésor, lettres de la Caisses des dépôts et consignations, notes de la CCCE, correspondance, tableaux, télégrammes (1963-1979). Wallis et Futuna, Situation politique et économique, assistance de la métropole : textes de création la nouvelle entité (1959-1961), note sur l'ouverture d'un compte au nom de la CCCE à la paierie de Mata-Utu (1976), résultats du recensement (1976), demandes de subventions, garantie des prêts sociaux de faible montant sur le territoire, tableaux, correspondance, documentation (1976-1980).

1963-1980

B-0083405/1

Mayotte.- Plan de développement 1975-1985, présentation, potentialités et perspectives : rapports de la Société d'aide technique et de coopération (SATEC), notes du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, statistiques, tableaux, correspondance, documentation.

1975-1980

B-0083406/1

Société Centrale pour l'Équipement du Territoire (SCET). - Tahiti, aménagement et financement de la pointe Rahere, du domaine Pater et de l'aéroport de Tahiti-Faaa : rapports, notes, plans, études, tableaux, correspondance (1964-1967) ; coopération

avec les Comores, Djibouti, la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, opérations : rapports, études de réalisation, notes, correspondance (1972-1976).

1964-1976

B-0083407/1

Réglementation. - Aménagement et adaptation des règles bancaires aux TOM : textes (1937-1970). Extension aux TOM de la prime spéciale d'équipement hôtelier : notes, textes, décisions, liste des établissements en bénéficiant, correspondance (1968-1974). Extension aux TOM des décrets 83-363 et 83-358 du 2 mai 1983 traitant des investissements et de la protection de l'épargne et de la surveillance des placements en biens divers : textes, notes, correspondance (1983-1984).

1937-1984

B-0083408/1

Investissements. - Saint-Pierre-et-Miquelon, création d'un dépôt des fonds des particuliers, avances du Trésor public : textes, notes, extraits de la comptabilité des dépenses engagées, correspondance (1948-1954); délégations de pouvoirs : correspondance. Informations générales, économiques et financières, plan quinquennal 1966-1970 : rapports, notes, études, correspondance (1970-1979). Investissements étrangers et publics à Saint-Pierre : dossiers, rapports, notes, tableaux, correspondance (1964-1980).

1948-1980